ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

enseignants

Question au Gouvernement n° 390

Texte de la question

RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS

M. le président. La parole est à M. Philippe Doucet, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Philippe Doucet. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'éducation nationale.

Monsieur le ministre, tous les républicains le savent : tout commence par l'école pour former les futurs citoyens, préparer les enfants à s'insérer dans la société et à être acteurs du redressement de la France. Dans les temps les plus difficiles, c'est là qu'il faut concentrer son énergie, ses moyens et son ambition. L'énergie, celle de l'espoir que l'on place dans les jeunes générations. Les moyens, ceux que peut y consacrer la puissance publique. L'ambition, celle d'une école qui permet à chacun de réussir uniquement selon son mérite.

Le Président de la République a placé l'éducation au coeur de son engagement pour la France. Le redressement de notre système éducatif, affaibli par des années de restrictions budgétaires dogmatiques *(Exclamations sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP)* , est une priorité qui commence par l'école primaire et par la reconnaissance des exigences du métier d'enseignant. Cette priorité doit rassembler tous les élus. Il est indispensable de replacer l'école, l'éducation et la transmission du savoir au coeur de notre pacte social.

Après avoir pris les mesures d'urgence qui s'imposaient pour la rentrée 2012 et ouvert la concertation sur la refondation de l'école, vous venez de lancer une campagne de recrutement de 43 000 enseignants pour les rentrées 2013 et 2014. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)* Ceux qui, aujourd'hui, vous invectivent en refusant le recours à l'emploi public, ont accompli, ces dernières années, la prouesse de supprimer des postes de fonctionnaires et leur formation, tout en dégradant la situation des comptes publics.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous dire dans quelle stratégie globale pour la réussite scolaire s'inscrit le plan de recrutement lancé hier par le Gouvernement ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale.* Monsieur le député, au moment où je vous parle, un rapport vient d'être présenté à Amsterdam sur l'état des lieux du système éducatif français, le rapport PIRLS. *(Exclamations sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.)*

Ce rapport montre - et cela ne justifie pas d'aboiements *(Protestations sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP)*...

M. Jean-François Lamour. C'est incroyable, monsieur le président !

M. Claude Goasguen. Pour qui se prend-il ?

M. Bernard Accoyer. Il faudrait qu'il se calme !

M. le président. Allons, mes chers collègues !

M. Vincent Peillon, *ministre.* ...que, depuis 2007, le système est en train de provoquer des difficultés toujours plus importantes chez les élèves français.

Lorsqu'on supprime des moyens, lorsqu'on supprime la formation des enseignants, lorsqu'on ne permet pas l'accueil des petits, on aboutit à ce résultat, consistant en l'abaissement du rang de la France dans les évaluations internationales. C'est pour redresser notre pays que le Président de la République, le Premier ministre et l'ensemble du Gouvernement ont décidé de faire de l'école, qui est l'avenir de la France, une priorité. *(Exclamations sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.)*

Cela signifie d'abord recruter des professeurs, parce que pour enseigner aux élèves, il faut des professeurs. Deuxièmement, cela signifie former ces professeurs - alors que, je le rappelle, vous aviez supprimé la formation des enseignants *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.)* Troisièmement, cela signifie être capable de mettre la priorité sur le primaire pour les apprentissages fondamentaux. *(" Du calme ! " sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.)*
M. Claude Goasguen. À la niche !
M. Nicolas Bays. Il a raison !
M. Vincent Peillon, *ministre.* Quatrièmement, cela signifie être capable de mettre en place une orientation choisie et une continuité entre tous les niveaux d'enseignement. C'est cette politique qui sera présentée à la représentation nationale dans le cadre de la loi d'orientation et de programmation, dont vous pourrez débattre. C'est cette politique qui sera poursuivie sur le long terme, nécessaire à l'action publique. C'est autour de cette politique que l'ensemble des Français de bonne volonté doivent se retrouver, parce qu'il s'agit de l'avenir de nos enfants, de l'avenir de la France. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et sur de nombreux bancs du groupe écologiste.)*

Données clés

Auteur : M. Philippe Doucet
Circonscription : Val-d'Oise (5e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 390
Rubrique : Enseignement : personnel
Ministère interrogé : Éducation nationale
Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 12 décembre 2012
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 12 décembre 2012